



C_2016_120

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Prévention et Valorisation des
déchets

L'an deux mille seize, le vingt deux septembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la
délibération:
Etablissement d'une
servitude DFCI sur
la commune du Muy**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Raymond GRAS pouvoir à Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Sophie DUFOUR pouvoir à Serge BALDECCHI, Frédéric MARCEL pouvoir à Christine NICCOLETTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Stéphan CERET, Grégory LOEW pouvoir à Sylvie FRANCIN, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI, Christine PREMOSELLI pouvoir à Richard STRAMBIO, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Laure REIG, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Bernard CHILINI

Transmis le :

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

En raison de l'obligation de pérennisation des itinéraires constitués, exprimée par les financeurs et face à la nécessité de créer des pistes essentielles à la continuité des ouvrages, la Communauté d'Agglomération Dracénoise doit solliciter de Monsieur le Préfet la mise en œuvre d'une servitude à usage DFCI.

Cette servitude qui concerne la piste DFCI G 8, est créée au titre de l'investissement forestier 2014.

Cet ouvrage, sis sur la commune du Muy, reprend une piste existante à pérenniser, reliant la voie communale « chemin de l'Endre » à la voie DFCI G 78 dite « Palayson ».

Cette servitude s'appuie sur des dispositions légales déjà existantes comme :

- le code forestier, et l'ordonnance n° 2012-836 du 29 juin 2012, notamment les articles R134-2 et R134-3 ;

- le Plan Intercommunal de Débroussaillage et Aménagement Forestier (PIDAF) de la Communauté d'Agglomération Dracénoise approuvé par la délibération n°2005 – 129 en date du 22 décembre 2005, dont le rôle principal est d'analyser le risque d'incendie, de définir une stratégie et de réaliser les travaux de création et d'entretien des ouvrages de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) ;

- l'avis, favorable, du Groupement Prévention/Prévision – Service DFCI de la DDSIS du Var ;

- la délibération de la Commune de LE MUY, en date 07 mars 2016 entérinant la mise en œuvre de la servitude demandée sur la piste DFCI G 8 ;

Il est rappelé que cette servitude DFCI a pour but « d'assurer exclusivement la continuité des voies de défense contre l'incendie, la pérennité des itinéraires constitués, ainsi que l'établissement des équipements de protection et de surveillance des forêts ».

Elle permet de mettre aux normes les voies existantes et de créer les portions qui sont nécessaires à la continuité des ouvrages, conformément au guide de normalisation des équipements DFCI.

Les propriétaires des parcelles ne peuvent s'opposer à la création, l'aménagement, l'utilisation et l'entretien de l'ouvrage DFCI concerné, par les services chargés de la prévention et de la lutte contre les incendies.

Conformément aux dispositions légales, la piste ou bande de roulement de l'ouvrage DFCI qui sera établie sur le fondement de la servitude de passage et d'aménagement, ne sera pas ouverte à la circulation générale.

En conséquence et au vu de ces dispositions, en tant que Maître d'Ouvrage du PIDAF et dans le

Envoyé en préfecture le 28/09/2016

Reçu en préfecture le 28/09/2016

Archivé le

ID : 063-248300493-20160922-C_2016_120-DE

cadre de sa compétence, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'établissement de cette servitude DFCL pour mener à bien la réalisation des travaux décrits ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents afférents à cette opération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 septembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.